

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

(CCAP N° DIRNP-RN147-QEAUX-2025-01)

Pouvoir Adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État - Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

M. le Préfet de région Nouvelle - Aquitaine par décret du 11 janvier 2023 et de sécurité Sud-Ouest, Préfet de la Gironde par décret du 11 janvier 2023

Objet de l'accord-cadre

RN 147 Déviation de Lussac-les-Châteaux/Mazerolles

Suivis physico-chimiques et hydromorphologiques

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRE

SOMMAIRE

	Pages
1. ARTICLE PREMIER : OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	<u>4</u>
1.1 Objet de l'accord-cadre et Normes.....	<u>4</u>
1.2 Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1.3 Point de départ du délai d'exécution.....	<u>6</u>
1.4 Modalités d'attribution des bons de commande.....	<u>6</u>
1.5 Passation des commandes.....	<u>7</u>
1.6 Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
1.7 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	<u>7</u>
1.8 Contrôle des coûts de revient.....	<u>8</u>
1.9 Dispositions générales.....	<u>8</u>
1.10 Ordres de service.....	<u>11</u>
2. ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	<u>11</u>
3. ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	<u>12</u>
3.1 Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>12</u>
3.2 Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>12</u>
3.3 Variation dans les prix.....	<u>13</u>
3.4 Paiement direct des sous-traitants.....	<u>14</u>
4. ARTICLE 4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	<u>15</u>
4.1 Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution.....	<u>15</u>
4.2 Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>15</u>
4.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>15</u>
4.4 Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>16</u>
4.5 Interventions rapides.....	<u>16</u>
5. ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	<u>17</u>

5.1 Retenue de garantie.....	<u>17</u>
5.2 Avances.....	<u>17</u>
6. ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	<u>18</u>
7. ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	<u>18</u>
7.1 Période de préparation.....	<u>18</u>
7.2 Conditions d'exécution.....	<u>18</u>
7.3 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>19</u>
8. ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	<u>19</u>
8.1 vérifications et essais.....	<u>19</u>
8.2 Admission.....	<u>19</u>
8.3 Garantie(s).....	<u>20</u>
9. ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	<u>20</u>
10. ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	<u>21</u>
11. ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	<u>21</u>
12. ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	<u>21</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

1. ARTICLE PREMIER : OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet de l'accord-cadre et Normes

Le projet de déviation de Lussac-les-Châteaux sur la RN147 consiste à dévier la route nationale actuelle traversant les communes de Mazerolles et Lussac-les-Châteaux en créant une route, sur une longueur d'environ 8,5km, bidirectionnelle à 2x1 voies avec créniaux de dépassement dans chaque sens de circulation.

Le projet de déviation comporte la réalisation de 2 giratoires, de 3 viaducs sur les cours d'eau (Vienne, Goberté et Les Âges), 1 passage inférieur pour la grande faune et 3 passages supérieurs pour rétablir les voies communales et départementales.

La maîtrise d'ouvrage est confiée à la DREAL Nouvelle-Aquitaine au sein du département investissements sur routes nationales de Poitiers (DIRNP) du service déplacements infrastructures et transports (SDIT).

La DREAL Nouvelle-Aquitaine a confié les études AVP et PRO au bureau d'études INGEROP.

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

Le suivi physico-chimique et ou hydromorphologique des cours d'eau du Fonlisme, de la Vienne, du Goberté, du Ruisseau des Âges et du Faïteroux qui sont impactés par les travaux de la déviation RN 147 Lussac-les-Châteaux

Les lieux d'exécution des prestations se situent sur les communes de Lussac-les-Châteaux, Mazerolles et Goux dans le département de la Vienne (86).

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les minima et maxima, par période, de l'accord-cadre à bons de commande sont fixés ainsi :

Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Aucun	Aucun	20 000,00 €	24 000,00 €

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1.2.1 Représentation de l'acheteur pour l'exécution de l'accord-cadre

Pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service déplacement infrastructures et transports de la DREAL Nouvelle Aquitaine ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord cadre dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution de l'accord cadre, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
 - d) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 - e) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - f) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - g) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - h) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).
 - i) Demandes d'interventions rapides.

1.2.2 Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution de l'accord-cadre à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers de l'accord-cadre puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon

certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1.3 Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 3.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1.4 Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le RPA ou ses représentants.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h00 au vendredi 12h00, via la plate-forme PLACE ou par message électronique uniquement en cas de difficultés d'accès à cette plate-forme. Dans le cas de transmission par PLACE, c'est la lecture du message électronique qui vaut accusé de réception.

Chaque bon de commande précise :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La durée de la période de préparation, le cas échéant ;
- La désignation et la catégorie des prestations à effectuer ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- Le délai d'exécution ;
- Le numéro d'engagement juridique ;

1.5 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1.6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1.6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent de l'accord-cadre ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3.5 du présent CCAP.

1.7 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1.8 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.8.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.8.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1.8.3 Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques de l'accord cadre.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification de l'accord cadre, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la

date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.8.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.8.3. ci-dessus.

1.8.5 Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.8.6 Clauses sociales et environnementales

Clauses sociales

Sans objet.

Clauses environnementales

Les échanges dématérialisés seront privilégiés (compte rendu des visites, remise de dossier,...) à des formats électroniques largement disponibles.

1.9 Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

1.10 Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution de l'accord cadre.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet de l'accord cadre.

Ces connaissances antérieures sont les suivantes : diagnostic initial physico-chimique et hydromorphologique et avant travaux du Goberté, du Ruisseau des Âge, du Faiteroux.

Connaissances antérieures de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

Les données, documents et informations transmis par la DREAL Nouvelle-Aquitaine au titulaire restent la propriété entière et exclusive de la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

Connaissances antérieures du titulaire

Sont concernées les connaissances que le titulaire a listées dans son offre et pour lesquelles il garantit disposer des droits pour l'exécution du présent accord cadre.

2. ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé électroniquement par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Le bordereau des prix ;
- L'arrêté préfectoral du 16 décembre 2022 (n° arrêté : n°2022/DDT/SEB/996) portant autorisation environnementale.

3. ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3.2 Contenu des prix - Règlement des comptes

3.2.1 Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3.2.2 Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3.2.3 Les modalités du règlement des comptes de l'accord-cadre sont les suivants :

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de

l'acompte correspondant.

3.2.4 Modalités de transmission et de paiement

Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le numéro de SIRET du MOE
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification de l'accord-cadre »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Modalités de paiement

3.2.5 Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3.3.1 Les prix sont fermes actualisables suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4.

3.3.2 Mois d'établissement des prix de l'accord cadre

Les prix du présent accord-cadre sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre final.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

3.3.4 Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule ci-après, sous réserve que la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de l'accord-cadre soit postérieure de plus de 3 mois au mois d'établissement des prix :

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{d-3} / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix;

I_{d-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de l'accord cadre moins 3 mois.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord-cadre, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant

que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;

- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.4 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4. ARTICLE 4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4.1 Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

La durée de validité de l'accord cadre est de 12 mois ferme à compter de sa notification. Il est reconductible 3 fois par période de 12 mois. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Les commandes pourront être adressées dès notification de l'accord cadre jusqu'à l'expiration de cette durée.

4.2 Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, cette pénalité journalière est fixée à :

Montant du bon de commande H.T	Pénalité journalière
Entre 0 et 5k€	100,00 €
Supérieur à 5k€	300,00 €

4.2.1 Pénalités pour retard d'intervention rapide

En cas de retard d'intervention dans le délai prévu consécutivement à une demande d'intervention rapide conformément à l'article 4.5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1000 € par jour de retard.

4.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4.3.1 Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4.3.2 Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4.3.3 Clauses sociales

Sans objet.

4.3.4 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4.3.5 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4.3.6 Autres pénalités diverses

Pénalité pour absence à une réunion

En cas d'absence du titulaire à une réunion à laquelle il était dûment convoqué, celui-ci se verra appliquer une pénalité forfaitaire de cinq cents euros (500 €); cette pénalité s'applique sans mise en demeure préalable, sur simple constatation de la non-participation à la réunion.

4.4 Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet

4.5 Interventions rapides

Les interventions rapides seront effectuées sur demande de l'acheteur via la plate-forme PLACE ou par télécopie de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3.2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Elles concernent les prestations suivantes :

- réalisation de prélèvements et analyses physico-chimiques dans les cours d'eaux suivants : ruisseau des Âges, Goberté, Faiteroux ;
- contrôle des MES en entrée et sortie des bassins d'assainissement provisoires ou définitifs ainsi qu'en amont et aval des cours d'eau de rejet des bassins assainissement provisoires ou définitifs.

Conformément aux dispositions techniques du CCTP.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

Les prélèvements et analyses physico-chimiques des cours d'eau ainsi que le contrôle des MES en entrée et sortie des bassins d'assainissement devront être réalisés dans un délai de 24 heures à compter de la date de la demande d'intervention rapide formulée par courriel ou par simple appel téléphonique.

Chaque intervention rapide fera l'objet de **la plus-value définie au bordereau des prix**.

5. ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5.1 Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.5 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

6. ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

7. ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

7.1 Période de préparation

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire, ainsi que sa durée (qui ne sera pas inférieure à 1 semaine).

Sur demande du maître d'ouvrage, un programme d'exécution est établi en commun.

7.2 Conditions d'exécution

7.2.1 Dispositif de sécurité

Sans objet.

7.2.2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification de l'accord-cadre, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

7.3 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Le titulaire prendra toutes les mesures de prévention et de sécurité nécessaires à l'exécution des prestations (équipements de protection individuelle et équipements des véhicules et signalisation temporaire réglementaires ; équipements de communication ; etc.), qui devront notamment être conformes, le cas échéant aux arrêtés d'exploitation sous chantier (DESC) signés de(s) l'autorité(s) compétente(s) ou aux prescriptions des gestionnaires de voirie et au plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) de l'opération le cas échéant.

8. ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8.1 Vérifications et essais

Sans objet.

8.2 Admission

Aucune stipulation particulière.

8.2.1 Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RPA dans les formes prévues au CCTP (format informatique libre office, pdf et couches SIG au format .shp, support papier relié si demandé).

8.2.2 Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions de l'accord cadre.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8.2.3 Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions de l'accord-cadre, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8.2.4 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.2.5 Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.3 Garantie(s)

Sans objet.

9. ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate

par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation de l'accord-cadre définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation de l'accord-cadre par décision de l'acheteur signataire de l'accord-cadre aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Dans le cas où l'acheteur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 40 du CCAG est fixé à 2.5%.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

10. ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Les clauses techniques sont détaillées dans le CCTP.

11. ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

12. ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1.2.2	déroge à l'article	3.2.1	du CCAG
CCAP 1.3	déroge à l'article	3.1.2	du CCAG
CCAP 1.8.3	déroge à l'article	9.2	du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3	du CCAG
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1.2	du CCAG
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1.1	du CCAG
CCAP 5.2	déroge à l'article	11.1	du CCAG
CCAP 8.2.3	déroge à l'article	29.3	du CCAG
CCAP 8.2.4	déroge à l'article	29.2.1	du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	39.2	du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes